

ARRÊTÉ DE PRESCRIPTION DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAMOËNS

M. Jean-Charles MOGENET, Maire de la Commune de Samoëns (Haute-Savoie) ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles R153-20 et R153-21, L153-36 et suivants, L153-45 à L153-48 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération n°2019-08-05 du conseil municipal en date du 10 décembre 2019 et modifié par délibération n°2021-11-07 en date du 08 novembre 2021 ;

CONSIDERANT qu'il apparaît nécessaire de procéder à la modification du PLU pour les raisons suivantes :

- Intégrer les dispositions issues des jugements émis en date du 8 juin 2023 sur le PLU approuvé en date du 10 décembre 2019
- Préserver l'hôtellerie du centre-ville dans une logique de dynamisme du centre village
- Intégrer les dernières dispositions réglementaires notamment en matière de destination et sous destinations
- Adapter le règlement écrit en matière de préservation du patrimoine bâti, d'amélioration de la qualité environnementale des projets, y compris dans un objectif de limitation des risques et des inondations
- Apporter des réponses en termes de logements permanents
- Clarifier le contenu du règlement écrit au regard des retours de l'instruction quotidienne
- Rectifier des incohérences constatées dans le document

CONSIDERANT que le projet de modification est compatible avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU ;

CONSIDERANT que les évolutions envisagées du PLU dans le cadre de la présente procédure ne relèvent pas de la révision et rentrent dans le champ d'application de la modification ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Une procédure de modification n°2 du PLU est engagée en application des dispositions de l'article L153-36 à L153-48 du code de l'urbanisme ;

ARTICLE 2 :

Le projet de modification n°2 du PLU porte sur :

- La modification par application de jugement de l'OAP n°3 (Extension de la zone artisanale des Chenets)
- La création d'une OAP valant règlement pour préserver l'hôtellerie en centre-ville
- Adaptation du règlement écrit (article 11)
- Mise à jour des sous-destinations (arrêté du 31 janvier 2020)
- Le changement de zonage (Uc vers A) de 3 parcelles sur le secteur des Lilas par application d'un jugement
- La modification du règlement écrit pour exiger des logements permanents dans les secteurs UA / UB et UC
- La modification du règlement de la zone 1Aub pour mise en cohérence avec l'OAP des Saix
- La modification du règlement écrit sur le coefficient de pleine terre et le coefficient d'emprise au sol
- La modification des règles en matière d'implantation des bâtiments sur une même parcelle
- La modification du règlement écrit sur la limitation des hauteurs
- La modification du règlement écrit sur les annexes de la zone Ua
- La modification du règlement écrit de la zone A pour les constructions interdites et l'emprise au sol
- L'évolution des règles relatives aux éoliennes en zone A

ARTICLE 3 :

Le projet de modification n°2 sera notifié au préfet de la Haute Savoie et aux Personnes Publiques Associées (visées aux articles L 123-7 et L 132-9 du code de l'urbanisme) avant enquête publique ; le cas échéant, les avis émis seront joints au dossier d'enquête publique.

ARTICLE 4 :

Le projet sera soumis à enquête publique conformément aux dispositions du code de l'environnement.

ARTICLE 5 :

Le projet de modification n°2, éventuellement ajusté pour tenir compte des avis de la commune et des Personnes Publiques Associées, des observations du public et de l'avis du commissaire enquêteur, sera soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de son affichage. Un recours contentieux peut également être introduit auprès du Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et / ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse de M. le Maire en cas de recours gracieux.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la mairie de Samoëns pendant un mois. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Samoëns, le 04/10/2024

Le Maire
Jean-Charles MOGENET



